

**Ibn Bâdis (1889-1940) : Aperçu sur
l'homme et l'œuvre**

par Dr Bouamrane Chikh*



Rendre hommage à Ibn Bâdis, comme nous le faisons chaque année, n'est pas seulement un rite ou une cérémonie à laquelle nous sommes habitués, surtout depuis l'indépendance. Quand nous évoquons sa mémoire, en soulignant à grands traits les étapes principales de sa vie et de son œuvre, nous voulons non seulement analyser l'action qu'il a entreprise, en tant que promoteur de la renaissance algérienne, mais aussi rappeler que les positions qu'il a prises sur le plan doctrinal ou national demeurent encore actuelles et méritent d'inspirer notre réflexion et notre action d'aujourd'hui. Il a voulu en effet réaffirmer notre identité nationale et culturelle, notre existence et notre civilisation systématiquement dénaturées ou dénigrées par le régime colonial et ceux qui ont accepté de s'en faire les complices. Il a voulu faire de l'Algérie un pays moderne, résolument ouvert à la science et au progrès qui conditionnent le développement des nations fortes.

Pour lui, comme pour Abdou, la science n'est pas incompatible avec la religion islamique, parce qu'elles procèdent toutes les deux de la même source : la raison. Elle se distinguent par des buts différents. La science nous permet de maîtriser les forces de la nature et nous donne les moyens d'une existence confortable, tandis que la religion régit notre vie morale et règle nos relations sociales. Les idées d'Ibn Bâdis, sa vie et son action exemplaires, ont marqué profondément tous ceux qui l'ont approché, de près ou de loin, compagnons, disciples ou simples auditeurs.

Son influence s'est exercée de son vivant et après sa mort sur toutes les couches de la population algérienne, y compris les intellectuels de culture française. A leur tour, les compagnons et disciples d'Ibn Bâdis ont contribué au rayonnement de sa pensée et de son œuvre, par l'enseignement et par l'exemple. On s'efforcera ici de donner un aperçu, forcément incomplet, sur Ibn Bâdis et son œuvre, pour permettre à ceux qui n'ont pas directement accès à la culture arabe, de faire connaissance, même sommaire, avec le penseur et l'homme d'action, en tant qu'artisan de notre renaissance spirituelle et précurseur de notre révolution libératrice.

Les premières études.

Abdelhamid Ibn Bâdis est né le 04-12-1889 à Constantine. Il appartient à une famille aisée, d'origine princière. Elle remonte aux Zirides qui ont gouverné le pays et dont les représentants les plus illustres sont Bouloughîne Ibn Zirî, le fondateur d'Alger et Al-Mou'izz Ibn Bâdis, mort en 374/984, célèbre pour avoir combattu le chiisme fâtimide. Le jeune Abdelhamid reçoit une éducation soignée. Il se rend d'abord à l'école coranique et apprend bientôt tout le livre sacré par cœur.

En 1903, il est confié à un précepteur qui exerce une grande influence sur l'enfant. Il s'agit de Chikh Hamdân Lounîcî, adepte de l'ordre maraboutique des Tidjâniyya, dont on reparle plus loin. Ibn Bâdis acquiert auprès de ce maître les éléments de la langue et les connaissances islamiques indispensables. Un grand événement marque alors la vie culturelle de Constantine : c'est la visite de Chikh Mohammed Abdou, en 1903, soit deux ans avant sa mort. On ne sait pas exactement si le jeune Abdelhamid a rencontré le célèbre réformateur égyptien dont la renommée avait atteint le Maghreb depuis longtemps ; il étudiera plus tard son œuvre et s'inspirera de son action. La famille d'Ibn Bâdis se marie, à l'âge de 15 ans ; de cette union naît un garçon qui meurt à 17 ans, par accident.

En 1908, Ibn Bâdis est envoyé à Tunis où il poursuit ses études. A Zitoûna, il noue d'étroites relations avec des professeurs et des condisciples. Deux de ses maîtres exercent une grande influence sur lui, comme il l'écrit lui-même : Mohammed Nakhli et Tâhar Ben Achoûr qui s'étaient distingués par leur adhésion aux idées d'Al-Afghânî et de Abdou. La plupart des autres professeurs sont demeurés traditionalistes et conservateurs. Il rédige alors une *rissâla* (épître) dans laquelle il réfute le point de vue d'un chef maraboutique de Mostaganem.

En 1912, il obtient son diplôme et enseigne un an à Zitoûna, comme c'était l'usage pour les étudiants qui venaient de terminer leur cycle d'études. Il se rend à la Mecque au cours de cette même année et après avoir accompli le pèlerinage, séjourne à Médine où il complète ses connaissances auprès de son premier maître Chikh Hamdân Lounîcî, venu se fixer dans la ville du Prophète. Il obtient le titre de *âlim* (docteur) et décide de revenir au pays natal. Sur le chemin du retour, il s'arrête au

Caire, suit les cours du Chikh Belkhayyât, mufti d'Égypte qui lui délivre un diplôme. Il entre en relation avec le milieu réformiste, en particulier avec Rachid Ridhâ, disciple de Chikh Abdou.

En 1913, Ibn Bâdîs arrive à Constantine. Son séjour en Orient lui a permis de mûrir ses idées et de réfléchir à l'état dans lequel se trouve la Communauté musulmane. Pénétré de la doctrine et du programme des pionniers Al-Afghânî et Abdou, il considère que la première tâche qui s'impose est de répandre l'instruction dans la masse du peuple ; il se rend compte qu'il est difficile de réveiller et de transformer la société algérienne, sans libérer ses concitoyens de l'ignorance.

Les causes de notre décadence.

Ibn Bâdîs note, parmi les causes de notre décadence, le pouvoir arbitraire qui s'est substitué à la libre consultation communautaire (*al-choûrâ*), de sorte que les citoyens ne participent pas à la vie publique et restent en dehors des décisions politiques, prises par ceux qui détiennent le pouvoir. Le régime monarchique s'est substitué au régime démocratique et l'arbitraire pèse sur tous. Les savants et les penseurs dans leur majorité n'ont guère joué le rôle de guides éclairés de l'opinion. Ils ont ou gardé un silence complice ou consolidé l'arbitraire, alors que leur devoir était de combattre l'injustice et l'ignorance. Le peuple est tombé dans la misère et la superstition ; des charlatans, comme des marabouts, ont pu l'exploiter. L'impérialisme étranger a trouvé des conditions favorables pour asseoir sa domination.

Une seconde cause de décadence réside dans une théorie mystique de la résignation qui est une conception paresseuse du destin tout à fait étrangère à l'Islâm. Les marabouts ont cru qu'il fallait s'abandonner à la volonté de Dieu, parce que l'homme ne peut rien entreprendre par lui-même. La masse des croyants a suivi ces mystiques qui ont prêché le renoncement à la vie et la pratique de l'ascétisme solitaire. Les notions de travail et d'efficacité sont devenues négligeables, chacun s'abandonnant au sort qui lui était fixé. Cet état d'esprit a entraîné la stagnation intellectuelle et le conservatisme social.

L'action d'Ibn Bâdîs, à la suite des pionniers de l'*Islâh*, consiste à détruire ces erreurs en revenant à la doctrine authentique de l'Islâm. Il démontre que le croyant est libre d'agir et qu'il doit agir ; il n'est pas un jouet entre les mains du destin. L'homme est responsable de ses actes. Dieu le juge d'après ses actes pour le récompenser ou le punir, selon qu'il

agit bien ou mal. Il appartient à l'homme de choisir et de se déterminer comme il l'entend. Pour échapper au charlatanisme, il suffit de s'instruire, de réfléchir et de comprendre que le texte coranique et la *Sounna* prophétique engagent le croyant à pratiquer l'*ijtihad* et à fournir l'effort nécessaire. C'est l'objectif que l'*Islâh* se propose d'atteindre pour que la société musulmane redécouvre son dynamisme et sorte de son état de décadence.

L'action éducative.

De 1913 à 1925, Ibn Bâdis se consacre principalement à l'action éducative, d'une part, pour créer les conditions de la renaissance et, d'autre part, pour former des disciples et diffuser les idées nouvelles au sein de la Communauté. Il s'intéresse aussi bien à l'instruction de la jeunesse qu'à l'alphabétisation des adultes. Il ouvre un cours public à Constantine, dans la mosquée de Sidi Qammoûch et en 1917 élargit son enseignement, d'abord limité aux sciences religieuses, en inaugurant des cours de littérature, d'histoire et de géographie. Les premiers disciples qu'il forme enseignent à leur tour sous sa direction. Avec leur aide, il donne des cours du soir pour adultes au siège de la société de secours musulman, à Constantine. On y apprend la langue arabe et la langue française. Ibn Bâdis, en avance sur son temps, pense qu'à côté de la langue nationale qui a la place de choix, la connaissance d'une langue étrangère est indispensable pour communiquer avec le reste du monde. Il ne professe ni sectarisme, ni chauvinisme à l'égard des cultures étrangères. Au contraire, il veut être à jour et se mettre au diapason du monde moderne, plus développé que le nôtre, surtout en matière scientifique.

A la fin de 1918, Ibn Bâdis envoie à Zitoûna le premier groupe d'étudiants algériens qui constitueront les cadres de l'enseignement libre. Désormais le départ est donné ; les missions d'études se succèdent périodiquement.

L'éducation des filles.

En 1919, il ouvre la première école de filles à Sidi Boumaza et y enseigne avec Chikh Moubâarak El-Mili. Devant l'afflux considérable des élèves, il décide de doter l'école d'un internat. Le maître se rend compte que l'instruction des filles est une condition nécessaire à la renaissance algérienne ; il déploie des efforts considérables dans ce sens et parvient à convaincre les parents réticents ou réservés qu'en dehors de cette voie, il

n'y a pas de progrès possible. L'éducation et l'émancipation de la femme dans le respect de sa personnalité et de la morale familiale constituent l'un des objectifs majeurs de son action.

Les cercles et sociétés.

Parallèlement à la création des écoles à travers les principales villes du pays, Ibn Bâdis ouvre des centres culturels pour rassembler des groupes de jeunes et des adultes cultivés. L'un des plus importants est *Le Cercle du progrès*, fondé à Alger et qui existe encore, place des Martyrs. Ibn Bâdis y donne des cours et des conférences, chaque fois qu'il séjourne dans la capitale. Il pousse à l'organisation de nombreuses sociétés musicales, dramatiques et sportives et aide à leur développement, à Constantine et ailleurs. Il comprend l'importance du mouvement scout pour l'organisation des jeunes et contribue à son extension dans le pays.

L'emploi du temps quotidien.

A Constantine, l'emploi du temps quotidien d'Ibn Bâdis est si chargé qu'il s'épuise pratiquement à la tâche. Levé avant l'aube, il donne ses premiers cours aux élèves des écoles primaires, en se consacrant successivement à plusieurs classes. Il ne s'arrête qu'à la prière de midi et, après avoir pris un repas très sobre, reprend ses cours. Observant une pause vers le milieu de l'après-midi, au moment de la prière du « *asr* », il poursuit son enseignement jusqu'à la nuit tombée (prière du *maghrib*) ; ensuite, il s'occupe des adultes qui viennent d'achever leur travail quotidien ; après la dernière prière, il donne encore son cours public de commentaire coranique qu'il continue inlassablement pendant 25 ans ; enfin il prépare ses cours, rédige ses articles, contrôle les directives destinées à ses disciples et s'occupe de la presse, avant de dormir quelques heures. Il est hors de doute qu'un tel régime contribue à détériorer son état de santé, déjà bien fragile. Mais Ibn Bâdis ne doit guère relâcher son effort, persuadé qu'il livre un véritable *jihâd*, un combat opiniâtre contre l'ignorance et l'oppression dont son peuple souffrait.

La méthode d'Ibn Bâdis.

Ibn Bâdis pratique une méthode rationnelle de persuasion à l'égard de ceux qui ne partagent pas son point de vue ou dont la conduite s'écarte de *la voie droite*. Il n'use ni de polémique ni de diffamation. Il discute sereinement, en présentant des arguments clairs, susceptibles de

faire réfléchir ses interlocuteurs et peut-être de les convaincre. Il ne condamne définitivement ni les pêcheurs, ni les incroyants, laissant toujours la porte ouverte à un retour possible. Cette méthode en tous points différente du sectarisme étroit, jusque-là largement répandu chez beaucoup d'auteurs, lui vaut l'adhésion progressive des masses et aussi de beaucoup d'intellectuels dont les idées et la formation les éloignaient de sa doctrine.

Au contraire, à l'égard des impérialistes et de leurs complices comme les marabouts et les partisans de l'administration, Ibn Bâdîs n'observe aucun ménagement. Il n'a aucune indulgence pour *les orientalistes* qui pour la plupart, valorisent la mystique et le maraboutisme dans un double but : insister sur les superstitions et faire croire que les saints représentent vraiment l'Islâm ; répandre l'ironie, puis l'incroyance chez les citoyens cultivés pour les éloigner de leur religion et les gagner à « *l'assimilation* ». Les divisions et les contradictions ainsi entretenues doivent faciliter la domination coloniale.

Le maraboutisme.

Ibn Bâdîs combat le maraboutisme qui cultive les superstitions et déforme le sens véritable de l'Islâm, d'une part, professe la soumission au régime colonial dont il se fait le complice et l'auxiliaire, d'autre part. Dès 1925, il entreprend de l'attaquer, en tant que système rétrograde, hostile à la renaissance et à la rénovation. Il condamne l'action d'un ordre maraboutique qui prétend que son fondateur est le plus grand des saints et que ses adeptes sont promis à la félicité éternelle (*Al-Chihâb*, septembre 1938).

Ibn Bâdîs montre que ce marabout ne saurait avoir plus de mérites que le Prophète de l'Islâm qui n'a jamais prétendu ni à la sainteté ni à l'infaillibilité. Pourquoi les mystiques auraient-ils plus de droits que les autres croyants ? Les maîtres soufis n'ont jamais prétendu à une quelconque supériorité ; rien ne les autorise à accomplir des miracles ou des prodiges. Ceux qui leur attribuent ces vertus sont des charlatans et des mystificateurs que l'Islâm, en tant que doctrine rationnelle, rejette avec vigueur. Un tel ordre sape les fondements de la religion musulmane dont il dénature les enseignements ; il exploite et entretient l'ignorance des masses. C'est là une évolution que le fondateur de l'ordre n'a pas prévue, mais ses successeurs en sont responsables (*Al-Chihâb*, septembre 1938).

D'une manière générale, les ordres maraboutiques encouragent les superstitions populaires, recommandent la résignation et la paresse, renoncent à la diffusion de l'instruction, contrairement à leur mission première ; ils deviennent peu à peu les instruments et les alliés du régime colonial, oppresseur de leurs compatriotes. Ibn Bâdîs leur demande de modifier leur attitude, déclarant qu'il est prêt à s'entendre avec ceux d'entre eux qui voudraient rejoindre la communauté et cesseraient tout rapport avec l'administration coloniale (*Al-Chihâb*, mars 1938).

La presse de langue arabe.

Ibn Bâdîs répand ses idées non seulement par l'enseignement et les conférences qu'il donne dans les principales villes du territoire, mais aussi par la presse, les brochures et la publication d'ouvrages importants. *El-mountaqîd* est fondé en 1926 ; c'est le premier journal hebdomadaire, suivi de plusieurs autres. Il en est le rédacteur en chef et en confie la direction à Ahmed Bouchemâl ; y collaborent aussi Chikh Moubârak El-Mili et Chikh Tayeb El-Okbi. Comme son nom l'indique, ce journal est surtout critique et polémique ; il s'attaque en particulier au maraboutisme. *Al-Chihâb*, d'abord hebdomadaire, puis mensuelle, paraît de 1926 à 1940. Cette revue publie les cours du Chikh, notamment son commentaire du Coran et du Hadîth et des articles qui traitent des problèmes de l'heure. C'est la source principale de documentation pour l'étude des idées d'Ibn Bâdîs et de son école.

Puis paraissent successivement *Al-Charî'a*, *Al-Sounna al-mouhammadiyya*, *Al-Sirât*, tous sont interdits bientôt par l'administration, parce que ces journaux remettent en cause tout le système colonial et prennent des positions vigoureusement critiques. Les idées du maître sont ainsi portées à la connaissance du public qu'il ne peut atteindre directement. Un grand nombre de citoyens et la jeunesse des écoles libres (*médersas*) lisent régulièrement cette presse qui traite des sujets les plus divers et développe les objectifs du mouvement de rénovation.

Une tentative d'assassinat.

En 1927, l'œuvre du rénovateur déchaîne contre lui le clan maraboutique qui tente de l'assassiner. L'émissaire d'un chef maraboutique se rend à Constantine et guette Ibn Bâdîs au moment où il rejoint son domicile, après avoir terminé ses cours du soir. La tentative de meurtre échoue, grâce à la présence vigilante des disciples du Chikh. Ils se saisissent de l'homme, mais Ibn Bâdîs lui pardonne, en se référant au

verset : « *Mon Dieu, pardonne à mes concitoyens, car ils ne savent point* ». L'administration, bien sûr, ferme les yeux ; la tentative est organisée avec son accord, mais comme celle-ci n'a pas réussi, elle feint de l'ignorer et n'en parle pas.

Les fêtes du centenaire de l'occupation.

En 1930, de grandes cérémonies sont organisées par l'administration coloniale pour célébrer le centenaire de l'occupation. Au cours de ces cérémonies qui se déroulent pendant des mois à Alger et dans les principales villes, on met l'accent sur le fait que l'Algérie est partie intégrante du territoire français ! On rappelle sans ménagement aux Algériens que leur pays a été conquis. On fait défiler devant eux des contingents folkloriques en costumes militaires français, évoquant les exploits des différents corps de troupes qui ont opéré le débarquement à Sidi-Ferruch en 1830 et se sont emparés des villes et villages, infligeant des défaites retentissantes à des milliers d'Algériens, qualifiés de *primitifs* que ces Français sont venus *civiliser* ! Nulle part, il n'est question de l'héroïque résistance de notre peuple, de la lutte de l'Emir Abd-el-Kader, d'El-Mokrani et des révoltes incessantes qui éclatent périodiquement sur les différents points du territoire.

Les journalistes de la colonisation, ses historiens, ses savants, ses écrivains et ses pédagogues magnifient l'œuvre française et nient l'existence de l'Algérie, en tant que nation, dénigrent la langue et la culture arabes, décrivent complaisamment notre « *paressa congénitale* » et toutes sortes de défauts qui prouvent que nous sommes irrémédiablement « *arriérés* » et qu'il nous faut des tuteurs, des protecteurs et des maîtres pour nous élever progressivement au-dessus de notre condition. On doit nous débarrasser de nos traditions, de nos mœurs, de notre langue, de notre personnalité, de nos aspirations, bref de notre volonté d'être nous-mêmes. Un homme d'Eglise va jusqu'à dire que l'heure du croissant est révolue en Algérie et que le règne de la croix est venu et va se perpétuer.

En somme, on reprend la politique de 1830 : il faut soumettre la terre, les corps et les âmes, par l'alliance étroite de l'armée et de l'Eglise. Tel est le climat politique en 1930. Il était nécessaire de l'évoquer rapidement pour comprendre la réaction et l'action d'Ibn Bâdis et de ses compagnons. L'opinion publique algérienne ne peut accepter de jouer le jeu colonial et de participer au centenaire de la conquête. A Constantine, Ibn Bâdis et ses disciples donnent l'ordre discret de boycotter les cérémonies. L'abstention est totale et s'étend à d'autres villes du pays.

Constitution de l'association des Oulamâ.

La nécessité d'un mouvement organisé se fait sentir : il faut réaffirmer la pérennité d'une politique nationale énoncée dans la trilogie : « *L'Islâm est ma religion, la langue arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie* ». Cette formule résume l'œuvre qui allait être entreprise. Le 5 mai 1931, se réunit à Alger, au *Cercle du progrès*, l'Assemblée générale constitutive de l'*Association des Oulamâ musulmans algériens*, en présence d'Ibn Bâdîs, de ses compagnons, ses disciples et des délégués de l'intérieur. Ibn Bâdîs est élu président de l'Association et le premier conseil d'administration mis en place. Il comprend notamment Chikh Bachir El-Ibrahimi, Chikh Moubârak El-Mili, Chikh Larbi Tebessi, Chikh Tayeb El-Okbi et bien d'autres compagnons que l'on ne peut citer tous ici. Les objectifs de l'Association sont définis : faire connaître l'Islâm véritable et lutter contre ses détracteurs et ses déformateurs, user de la méthode rationnelle à partir de *l'ijtihad* ou effort de recherche personnelle et rejeter le *taqlid*, imitation servile des maîtres.

L'étude du texte coranique et de la *Sounna* du Prophète devient la base de la réforme religieuse. Le monothéisme islamique exclut les superstitions et les hérésies de toutes sortes qui se sont greffées sur la doctrine originelle. L'action pratique doit être constamment liée à la réflexion théorique pour combattre notamment le maraboutisme, devenu l'instrument de l'obscurantisme et du régime colonial dont il facilite la politique de domination et d'assimilation. Enfin le salut de la communauté est conditionné par l'unité de pensée et d'action qui devient un impératif national. La réalisation de cette unité se traduit par la multiplication des *médersas*, désormais coordonnées par l'Association des Oulamâ, par l'action de la presse qu'elle contrôle et par l'effort d'explication qu'elle déploie, au moyen des conférences et des réunions publiques.

La politique coloniale.

L'administration coloniale réagit rapidement. Elle décide la surveillance étroite des Oulamâ et exerce à leur rencontre une répression des plus sévères. En 1933, la législation Chautemps leur interdit de prendre la parole dans les mosquées ; seuls les agents du culte nommés par l'administration coloniale peuvent s'adresser aux fidèles. La gestion des mosquées et des biens religieux est directement assumée par

l'administration, notamment à Alger. Cette mesure provoque l'indignation des Algériens et facilite l'action des Oulamâ auprès des masses. L'Association entreprend alors la construction des mosquées libres où les Oulamâ peuvent dispenser leur enseignement. La communauté désigne elle-même et rétribue les agents du culte qu'elle choisit, en dehors de toute ingérence administrative.

En 1936, l'administration coloniale se propose d'accorder quelques droits à certaines catégories d'Algériens. Le projet Blum-Violette, mis au point sous le gouvernement *Front populaire*, s'efforce de gagner une partie de la population algérienne par des réformes, timidement libérales que la minorité européenne combattrait avec tant d'acharnement qu'elles ne verraient pas le jour. On a beaucoup écrit sur la position d'Ibn Bâdis à l'égard de ce projet et sur le rôle qu'il a joué au *Congrès musulman* de 1936. On a parfois mal compris et mal interprété l'une et l'autre. Il paraît nécessaire ici de rétablir brièvement les faits d'une manière aussi objective que possible. La plupart des élus algériens, de l'Est Constantinois notamment, qui siègent dans les conseils généraux et aux délégations financières accueillent favorablement le projet Blum-Violette ; ils pensent obtenir quelques droits, au moins pour une partie de leurs concitoyens.

Ces élus ont une certaine audience auprès des éléments cultivés, surtout ceux qui sont de formation française. Deux journaux de langue française publiés à Constantine expriment le point de vue des partisans de l'assimilation et l'intégration : « *La voix des humbles* », dirigée par un groupe d'instituteurs, réclame l'égalité des droits, notamment avec leurs collègues français. « *La voix indigène* » prêche la naturalisation pure et simple. Pour combattre efficacement ce courant qui croit à la politique du gouvernement *Front populaire* alors au pouvoir, Ibn Bâdis a l'idée de convoquer un « *Congrès musulman* » plus représentatif de l'opinion et capable d'exprimer l'attachement du peuple à la personnalité algérienne. « *Le Congrès musulman* » se réunit le 7 juin 1936 au « *Majestic* », à Alger. Chikh Ibn Bâdis et ses compagnons y assistent à titre personnel, sans engager l'Association des Oulamâ. Par leur présence, ils impriment au « *Congrès* » l'orientation voulue, réaffirmant la personnalité arabo-musulmane de l'Algérie.

Cette position contribue finalement à l'échec du projet Blum-Violette, fondé essentiellement sur le principe de l'assimilation. Ce projet stipule que les Algériens bénéficiaires de certains droits politiques doivent renoncer à leur statut personnel, c'est-à-dire que la loi islamique

ne pourrait plus les régir, comme les colons l'exigent dans leur presse. Il ne peut être question pour les Oulamâ d'accepter cette renonciation au statut personnel et ils le combattent avec une extrême vigueur. Abdalhamid Ibn Bâdis est désigné par « *le Congrès musulman* » à la tête d'une délégation dont la mission est de se rendre auprès du gouvernement français pour lui présenter les propositions adoptées. La délégation est mal reçue par Daladier, Président du Conseil ; le projet Blum-Violette est abandonné, d'autant plus que la minorité européenne met tout en œuvre pour s'opposer au projet, à son avis trop libéral et exerce de fortes pressions sur les parlementaires français pour les amener à le refuser.

Ibn Bâdis et la nation algérienne.

On reproche parfois à Ibn Bâdis sa participation au « *Congrès* » et on affirme hâtivement qu'il s'est associé à la politique de l'assimilation. C'est que l'on analyse mal les événements de l'époque. Cette critique méconnaît la position constante d'Ibn Bâdis sur un problème fondamental : pour lui l'Algérie n'est pas un territoire français. Dans une déclaration célèbre, il a affirmé avec force que l'Algérie n'est pas la France et qu'elle ne peut être la France. C'est une nation originale qui a son histoire, sa civilisation, sa culture et sa langue nationale. Prétendre qu'il n'est pas nationaliste ou qu'il est un nationaliste modéré, c'est répéter des contres-vérités gratuites que la vie et l'œuvre d'Ibn Bâdis démentent catégoriquement, pour peu que l'on se donne la peine de les étudier, sans préjugés, ni sectarisme.

En fait, son action au « *Congrès musulman* » lève définitivement l'hypothèque de l'assimilation et de l'intégration. En dehors de quelques éléments pro-administratifs et de ceux qui veulent maintenir artificiellement des liens indissolubles entre la colonie et la métropole, la grande majorité des Algériens conscients est désormais acquise aux idées d'Ibn Bâdis.

L'administration coloniale ne s'est pas trompée sur l'action nationale d'Ibn Bâdis et de son mouvement ; elle prend, à partir de 1936, précisément, toute une série de mesures répressives pour entraver et paralyser son œuvre. A cette date un crime est commis à Alger : le mufti administratif d'Alger est assassiné mystérieusement, en août 1936. L'administration arrête Chikh Tayeb Al-Okbi, l'un des compagnons les plus connus d'Ibn Bâdis et tente de lui attribuer la responsabilité du meurtre. Le procès d'Al-Okbi auquel assiste Ibn Bâdis personnellement permet de réduire à néant cette fausse accusation et le mouvement des

Oulamâ échappe à la dissolution, objectif sans doute visé par l'administration.

Beaucoup d'autres faits qu'il serait trop long d'énumérer montrent qu'Ibn Bâdis ne transige pas sur le plan national. On mentionne seulement deux ou trois faits caractéristiques. Le premier se rapporte au centenaire de la prise de Constantine, en 1937. Pour le célébrer, l'administration organise de grandes manifestations et des réjouissances semblables à celles de 1930. Ibn Bâdis rédige alors un tract et le fait distribuer à toute la population algérienne de la ville, lui demandant de ne pas s'associer à ces festivités. Son appel est strictement suivi et les Français se trouvent seuls, à leur grande surprise.

Le deuxième fait, c'est l'attitude de Chikh Ibn Bâdis quand éclate la 2^e guerre mondiale, en 1939. Sollicité par l'administration coloniale, en raison de son autorité morale sur la population, de lancer un appel public en faveur de la France et de ses alliés, Ibn Bâdis refuse catégoriquement. Chikh Al-Okbi lui conseille plus de souplesse pour permettre aux médersas de continuer leur œuvre ; il suggère l'envoi d'un télégramme au gouvernement français. Ibn Bâdis reste intransigeant et préfère qu'on lui coupe la main plutôt que de signer ce télégramme. Il est prêt à démissionner de la présidence de l'Association des Oulamâ, si une majorité de ses compagnons décide d'appuyer la politique de loyalisme. L'Association approuve la position de son président. Al-Okbi se retire alors et garde *le Cercle du progrès* où il a quelques partisans.

Le troisième fait est relatif à la défense de la langue arabe. L'administration tente de supprimer l'enseignement en langue arabe dans la plus ancienne médersa libre de Constantine pour y enseigner exclusivement la langue française. Ibn Bâdis s'oppose énergiquement à cette tentative qui est bientôt abandonnée.

Dans un article de la revue *Al-Chihâb* de septembre 1937, Ibn Bâdis précise sa conception de la nation algérienne, après avoir rappelé qu'il a choisi comme devise du journal *El-mountaqid* : « *la vérité au-dessus de tout et la patrie avant tout* ». Il distingue quatre conceptions de la nation que l'on peut résumer brièvement : le nationalisme local fondé sur l'égoïsme, le nationalisme étroit basé sur le sectarisme, l'internationalisme qui veut dépasser la nation, voire la nier et le nationalisme au sens large qui écarte le chauvinisme et coopère avec les autres nations, sans renoncer à son originalité propre. Il opte pour cette dernière conception et montre que notre nation est algéro-africaine,

qu'elle repose sur la civilisation musulmane commune à tous les peuples et sur la culture arabe qui crée des liens étroits entre tous les peuples arabes. Dans un autre texte, il insiste particulièrement sur la notion de Communauté (*Oumma*) qui unit tous les citoyens dans une solidarité concrète.

Faisant le bilan de son action et de celle de ses compagnons et disciples, lors d'une assemblée générale de l'Association des Oulamâ, il note en particulier la résistance au colonialisme par la réaffirmation de la responsabilité algérienne et la diffusion de la culture arabo-islamique, l'un des fondements de cette personnalité. Il dénonce la politique coloniale qui s'immisce dans les affaires du culte, ferme les médersas et poursuit leurs maîtres, interdit les cercles, fournit une aide importante aux missions religieuses étrangères, particulièrement dans le Sud du pays, alors qu'elle n'y autorise pas l'action des Oulamâ.

Conclusion.

Au terme de cet exposé, ce qui frappe le plus chez Ibn Bâdîs, c'est la solidité des convictions, la grande culture, l'analyse pénétrante de notre état social et de la transformation qu'il appelle, la capacité de lier d'une manière cohérente la pensée à l'action, le don de mobiliser les disciples et la masse sur des objectifs précis, la maîtrise des événements et de la méthode capable de prévoir et de vaincre les obstacles, en gardant toujours à l'esprit le but final. S'il n'est pas le premier à se rendre compte de la faiblesse et de la décadence de notre société, mais il en analyse correctement les causes et définit les conditions de sa renaissance ; il sait concevoir un plan d'ensemble dont il ne perd jamais de vue les objectifs. Il forme pour les atteindre une équipe d'hommes décidés à tous les sacrifices, qui contribuent avec lui à réveiller la communauté pour lui faire prendre conscience de sa force et de ses droits. Ce qui le caractérise, c'est le courage sous toutes ses formes ; il défend ses idées envers et contre tous, en demeurant ferme, malgré les résistances et les obstacles de toutes sortes qu'il rencontre. Ni l'indifférence ni la lâcheté ni l'hostilité ne peuvent venir à bout de son énergie.

Lorsqu'on compare l'étendue de son œuvre à la brièveté de son existence, on se rend compte qu'il a fait le sacrifice de sa vie, au service de son pays et de son peuple. Mort à 51 ans, le 16 avril 1940, il a pour ainsi dire succombé à la tâche, à l'âge où d'ordinaire l'homme est encore plein de vigueur et de promesses. Ibn Bâdîs mérite d'appartenir à l'histoire de l'Algérie contemporaine, comme l'un de ses bâtisseurs et de

ses penseurs les plus remarquables ; son rayonnement dépasse nos frontières. Il a droit à notre respect et à notre fidèle reconnaissance.

Bibliographie.

A. L'œuvre d'Ibn Bâdîs.

- Revue « *Al-Chihâb* », publiée de 1926 à 1940 et qui constitue la source la plus importante.
- Collection des journaux « *El-Mountaqid* », « *Al-Sounna* », « *Al-Chari'a* », « *Al-Sirât* ».
- *Tafsîr Ibn Bâdîs*, recueilli et édité par Mohammed Salah Ramadhâne et Tawfiq Chahine, Le Caire, 1964.
- Ibn Bâdîs, *Recueil de textes*, en 4 volumes, rassemblés par Amar Talbi, édit. Merzaka, Alger, 1968.

B. Etudes et articles.

- Ali Merad, *Le réformisme musulman*, édit. Mouton, Paris, 1967.
- Mahmoud Kassem, *Abdelhamid Ben Bâdîs*, Le Caire, 1968.
- Revue « *Reflets* » n°3, Ministère de l'Education, Alger, 1969.
- Revue « *El-Qabas* » 4^e année, n°2, mai 1970, Ministère des Habous, Alger.
- Turki Rabah, *Ibn Bâdîs éducateur*, Le Caire.

* Professeur émérite d'Université, N° spécial de la revue « *Promesses* », juillet 1971.